



RAPPORT SUR LA VISION D'AVENIR UN75

# LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX DANS LA FUTURE GOUVERNANCE MONDIALE DU SYSTÈME INTERNATIONAL

**UN75**  
2020 ET AU-DELÀ

 **GLOBAL  
TASKFORCE**  
DE GOUVERNEMENTS  
LOCAUX ET RÉGIONAUX

 **UCLG  
CGLU**



**RAPPORT SUR LA VISION D'AVENIR UN75**



# Sommaire

**04** Introduction :  
pourquoi ce rapport

**06** 2020:  
notre présent

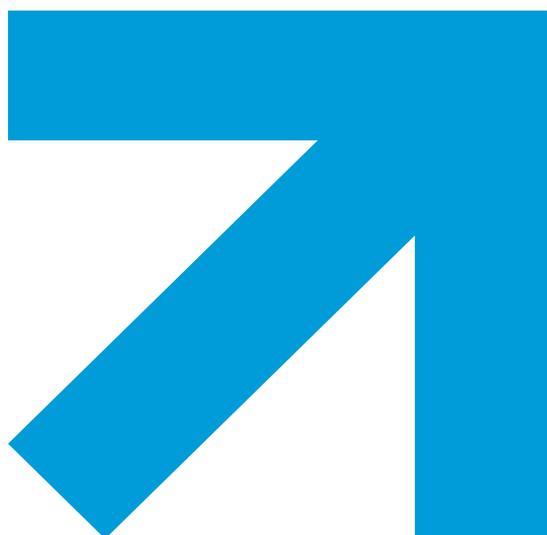
**10** 2045:  
une vision commune

**14** Le changement structurel :  
vers un multilatéralisme  
communautaire



# Introduction : pourquoi ce rapport

- Dans un contexte aux défis sans précédent, interconnectés et universels, les questions locales et territoriales ne se résolvent désormais plus uniquement à ces niveaux. La transformation nécessaire au niveau mondial pour répondre aux besoins des communautés ne sera pas possible sans une appropriation locale et territoriale. La pandémie à laquelle nous sommes confrontés a galvanisé le rôle essentiel des gouvernements locaux et régionaux au niveau de la sensibilisation du public et du maintien des services publics de base. Ils assurent une réponse rapide face à des réalités et à des situations d'urgence qui évoluent rapidement, tout en assurant la sécurité et la protection des agents publics locaux qui fournissent des services d'aide aux personnes et aux résidents, notamment les plus vulnérables.
- Le mouvement international municipal et régional a permis la création d'une plateforme locale, régionale et mondiale pour s'assurer que les voix représentées soient les nôtres et que, grâce à une gouvernance de proximité, nous contribuons à la planification de nos communautés en tenant compte de leurs propres points de vue.
- Cette étape est essentielle pour réaliser la vision d'avenir que les dirigeants locaux et régionaux imaginent. Elle permettra de garantir que la manière dont nous ferons face aux tendances qui façonneront le monde au cours des 25 prochaines années passera par un monde plus égalitaire et plus pacifique. Un système multilatéral en dialogue avec la société civile. Un système qui place les besoins et les droits des personnes au centre de nos villes et des autres territoires locaux et régionaux, ainsi que le lien profond avec notre planète dont nous dépendons pour survivre et assurer nos moyens de subsistance.
- La pandémie actuelle nous a montré à quel point notre monde peut changer en quelques mois seulement et nous montre combien il est difficile pour la société d'imaginer comment sera le monde dans 5 mois, et encore moins dans 25 ans. Cette vision tournée vers l'avenir devra être façonnée et fondée sur les points de vue de toutes les parties prenantes et de tous les niveaux de gouvernement. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions réellement imaginer et réaliser le monde où nous voulons habiter en 2045. Le multilatéralisme concerne directement nos communautés.
- Notre mouvement est convaincu que la transformation rapide et systémique indispensable de notre modèle multilatéral ne sera possible que si elle répond aux rêves et aux attentes des citoyens. Les communautés locales et régionales devront avoir l'impression qu'elles ont bien leur mot à dire sur leur avenir. Elle ne sera possible que si toutes les parties prenantes prennent la responsabilité collective de faire en sorte que cela se produise. Les gouvernements locaux et régionaux sont les plus proches de nos communautés, ils jouent un rôle fondamental dans leur vie et continueront à jouer un rôle irremplaçable à l'avenir. Nous pouvons contribuer à lancer cette conversation avec les citoyens sur le futur en défendant notre rôle de gardien de leurs rêves et aspirations, en tant qu'institutions en qui nos communautés font pleinement confiance.



- C'est pourquoi nous, en tant que collectif, nous nous joignons au dialogue UN75.
- C'est pourquoi nous répondons à l'appel du Secrétaire général des Nations unies, à une époque où nos communautés ont le plus besoin de nous. Nous voulons faire en sorte que la vision des dirigeants locaux et régionaux et des communautés qu'ils servent façonne le système mondial, pour faire naître une nouvelle génération de multilatéralisme qui intègre la démocratie locale au cœur de sociétés pacifiques. Nous souhaitons ainsi favoriser l'égalité et rester fidèle aux principes de décentralisation, de subsidiarité, de responsabilité et de développement durable. Le monde que nous imaginons d'ici 2045 est un monde qui répond aux besoins, aux rêves et aux aspirations de nos communautés, et qui se développe en harmonie avec la nature.
- Le système international actuellement en place est essentiellement le système qui a été construit après les deux guerres mondiales. Ses progrès ont permis à de nombreuses nations de prospérer, et tout au long de cette période, nous avons assisté à une croissance sans précédent dans nombre de nos communautés. Les événements actuels, cependant, mettent en évidence ses lacunes et soulignent à quel point il est important de renouveler ce système, de se concentrer sur les aspects qui peuvent offrir un meilleur avenir à nos citoyens et d'améliorer ce qui ne fonctionne pas.
- La COVID-19 est la première pandémie de cette ampleur et le plus grand défi auquel les Nations unies sont confrontées depuis leur création en 1945. Elle fait suite à une première vague de changement au début des années 1990, due à la mondialisation, avec ses opportunités et ses défis, et à une deuxième en 2015/2016 avec des accords pour le développement durable. Les processus de reprise post-COVID-19 constitueront le troisième et plus important moment de l'histoire des Nations Unies, qui devront démontrer si elles seront capables d'unir à nouveau les peuples en harmonie avec leurs lieux d'existence et la planète où ils vivent. Nos choix détermineront si les villes et les nations seront capables de minimiser les dommages sociaux et économiques. Nous devons en même temps pouvoir passer à l'ère d'une durabilité transformatrice pour les sociétés humaines et pour les écosystèmes planétaires qui s'efforcent de subsister depuis deux décennies.
- Nous appelons de nos vœux un système plus complet, qui reconnaisse les réalités d'un monde urbanisé et décentralisé, qui mette la prestation de services au premier plan et qui prenne soin de ceux qui prennent soin de nous. Cela ne pourra se faire qu'en reconnaissant les villes, les territoires et les communautés locales comme des acteurs centraux au sein du processus de décision.
- La question que nous abordons ici est de définir le type de système qui permettra de provoquer la transformation que nos communautés appellent de leurs vœux. Comment façonnerons-nous un modèle de gouvernance qui nous permettra d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés il y a cinq ans ?
- Nous imaginons un avenir dans lequel notre collectif aura un siège garanti à la table mondiale, ce qui facilitera un lien efficace entre nos communautés et les institutions mondiales. Nous imaginons le passage d'un système dominé par la communauté internationale à un système qui place les villes et les territoires au centre, reflétant ainsi une nouvelle ère d'approches et de réponses aux défis mondiaux qui émanent de la base et sont adaptées au niveau local.
- Nous imaginons un avenir dans lequel les sacrifices qui sont consentis aujourd'hui le sont en faveur des communautés futures. Ce n'est de fait qu'en facilitant une cocréation inclusive avec nos communautés et les acteurs locaux, et grâce à une collaboration totale entre tous les niveaux de gouvernement que nous pourrions réaliser cet avenir.
- La diplomatie des villes et des régions, axée sur la coopération, est le signe de la transformation vers un système dans lequel les villes et les territoires sont des acteurs de premier plan dans la promotion de la paix et de la solidarité. Nous envisageons l'avenir du système international comme le porte-drapeau des diplomaties territoriales et étatiques, comme celui qui a adopté la démocratie locale, nourrie par une approche globale du gouvernement et de la société, qui compte sur la diversité culturelle et le développement de sociétés pacifiques, justes et durables.
- L'année 2045, c'est-à-dire pratiquement au milieu de ce siècle, est un point de repère important. À cette époque, nous devons avoir atteint la barre des 1,5°C pour un monde vert, résilient, qui protège la biodiversité et qui est inclusif, ne laissant personne et aucun endroit pour compte.

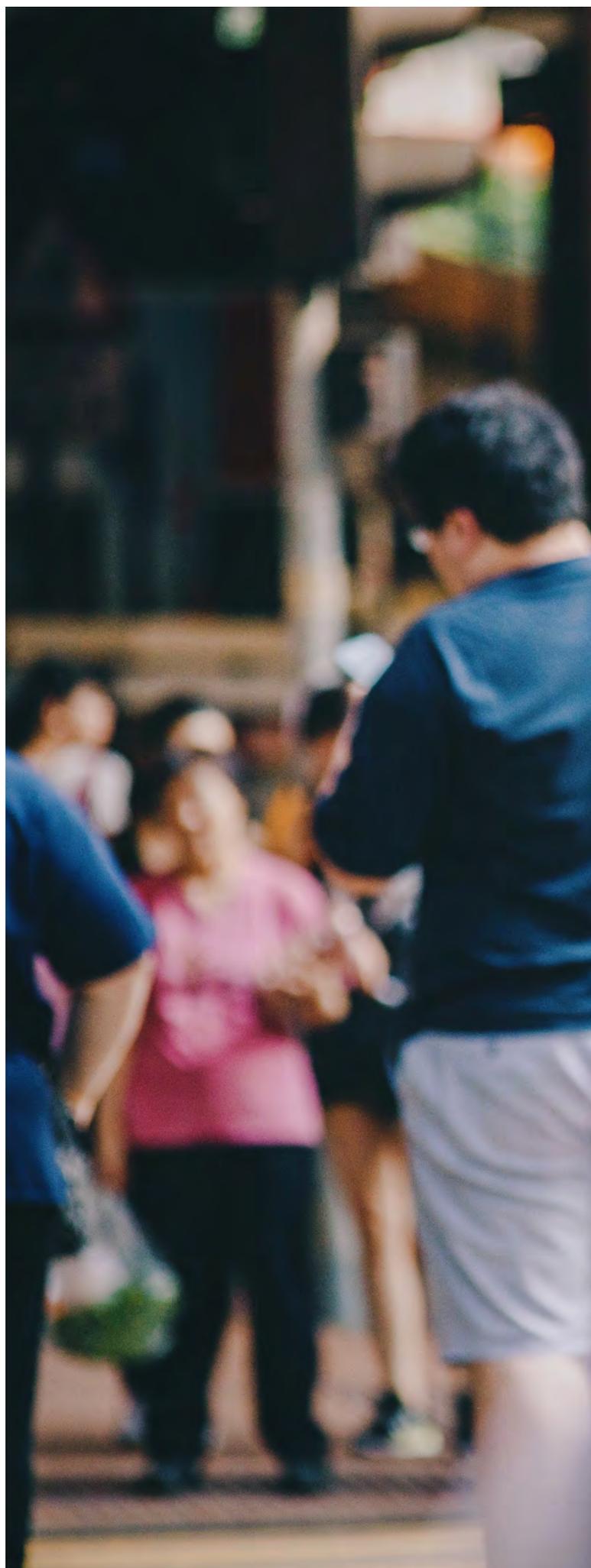
# 2020: notre présent

Dans le monde interdépendant dans lequel nous vivons aujourd'hui, la question cruciale est de savoir comment mieux gérer les risques inhérents à notre société mondiale. Nos défis sont interconnectés, ce qui signifie que nos solutions doivent l'être aussi. Pour parvenir à une véritable collaboration multilatérale, nous devons aller de l'avant et mettre en place des changements structurels dans notre système multilatéral, afin de surmonter les défis suivants, qui caractérisent notre monde actuel.



- Si la décentralisation a augmenté dans de nombreuses régions du monde depuis l'adoption du système international, il est également vrai que **les tendances à la recentralisation, ou à la décentralisation sans moyens efficaces, se sont accentuées ces dernières années.** L'autonomie démocratique locale a également été affectée par l'épidémie de COVID-19, tout comme la capacité de nos communautés à s'approprier les objectifs mondiaux et à contribuer réellement aux ODD. Les agendas universels de développement, dont les principaux sont l'Agenda 2030, le Nouvel agenda urbain et l'Accord de Paris, représentent un **nouveau contrat social qui doit être rempli.** L'urgence de le remplir se fait plus grande face aux défis qui menacent l'existence même de notre société et des systèmes de soutien naturels dont toute la vie sur terre dépend.
- L'épidémie actuelle a amplifié la manière dont notre modèle de développement actuel, malgré les efforts de transformation des programmes de développement mondiaux, **met nos systèmes à rude épreuve**, que ce soit les systèmes de santé et naturels, les systèmes économiques et éducatifs, les services de base essentiels et l'offre de logements, ou encore les infrastructures et les systèmes de résilience, tout en brouillant la dichotomie entre zones urbaines et rurales. La pandémie nous amène également à nous interroger sur la nature du travail qui sera effectué au cours des prochaines décennies et sur ce qu'il faudra faire pour protéger les travailleurs contre les vagues de chômage croissantes auxquelles nous serons confrontés.
- Les urgences sanitaires, naturelles et climatiques, les demandes et les droits civils des communautés qui restent insatisfaits, associés à une augmentation de mesures autoritaires - en réaction aux mouvements civiques et à l'utilisation pacifique de leur droit de réunion, de protestation et de liberté de parole - mettent les droits de l'homme à rude épreuve dans le monde entier. La croissance d'un étalement urbain anarchique, la précarité que connaissent des milliards de personnes (telles que les populations « invisibles » qui vivent et travaillent dans des environnements informels), en plus des crises prolongées et des conflits armés qui perturbent les vies des populations, détruisent les communautés, génèrent des déplacements humains, alimentent les migrations et accroissent la violence. Nous avons besoin d'une nouvelle conception moderne des droits de l'homme qui puisse évoluer et être obtenue pour tous dans les décennies à venir.
- Si nous voulons transformer le monde pour réaliser les rêves de nos communautés, le modèle actuel de gouvernance doit avoir changé radicalement d'ici 2045. Le **système international** actuel est celui d'une coopération internationale incomplète, car il ne considère pas toutes les parties prenantes comme étant nécessaires à part égale à la transformation. On constate une **approche du haut vers le bas** de la gouvernance qui, en fin de compte, considère les gouvernements locaux et régionaux et les autres parties prenantes qui défendent, protègent et légitiment le système multilatéral comme des acteurs secondaires.
- Les **inégalités** entre et au sein des pays et des communautés sont toujours à l'origine de la grande majorité des problèmes dans le monde. Elles contribuent à la montée de la discrimination et de la radicalisation dans nos sociétés, et n'ont fait que s'aggraver au cours des dix dernières années. Le système actuel, qui a longtemps œuvré à l'amélioration de la vie de tous les citoyens, doit être transformé, avec pour objectif premier de construire des régions et des villes plus égales, plus ouvertes et plus accessibles.
- La fragmentation sociale et la montée du nationalisme sont exacerbées par des **inégalités extrêmes**, dont celles qui ont été encore davantage observées au cours de cette épidémie. Non seulement entre les pays, mais aussi entre les villes et les territoires et à l'intérieur de ceux-ci. Près d'un citoyen sur quatre vit dans des bidonvilles ou des quartiers marginalisés. Le développement territorial déséquilibré et la marchandisation des biens publics aggravent la polarisation spatiale et sociale et mettent la gouvernance et la démocratie sous pression, alimentant la désaffection et la méfiance à l'égard des institutions. Un effort collectif pour réduire les inégalités sera essentiel pour les communautés de l'avenir. Un système international qui vise à réduire le nationalisme et à prévenir les guerres devrait être une priorité pour le monde de demain.

- S'il est vrai que les processus d'urbanisation et de mondialisation se sont avérés essentiels pour offrir des opportunités aux citoyens, il est également vrai qu'ils ont aggravé les inégalités, comme le reconnaissent le Nouvel agenda urbain et l'Agenda 2030. Les inégalités sont à présent un phénomène durable qui continue de croître, que l'on peut considérer comme une cause, un catalyseur et un symptôme de **violations des droits** tant au niveau physique que numérique. Elles constituent en outre, une menace pour la cohésion sociale. Cette tendance a des effets négatifs sur les communautés locales, en particulier sur les groupes les plus vulnérables. Elle met en lumière des défis sans précédent dans nos territoires, qui ont abouti ces dernières années à un rassemblement des acteurs internationaux et locaux qui demandent à ce que « personne et aucun endroit ne soit laissé pour compte ».
- Les inégalités sont plus que jamais ancrées dans les réalités territoriales, leur dimension spatiale, la ségrégation socio-spatiale, les processus de métropolisation ou le phénomène de discrimination territoriale, ainsi que les inégalités entre territoires (urbain et rural, central et périphérique, riche et pauvre, attractif ou à l'économie stagnante).
- En outre, **les avancées technologiques ne sont pas partagées à parts égales entre tous, ce qui entraîne une fracture numérique** qui a un effet profond sur l'inégalité et la vie quotidienne des citoyens, car l'accès à internet est inégal et les normes éthiques relatives à la technologie ne sont pas respectées. Des outils tels que l'intelligence artificielle doivent être développés pour rendre service à tous les citoyens, et non uniquement pour ceux qui disposent de plus de ressources.





➤ **Les demandes émanant de la société civile**

et des organisations qui sont les moteurs du changement ont souvent été négligées, et ce depuis des années, ce qui a entraîné davantage de conflits sociaux et mis en évidence la dimension sociale des inégalités. Le multilatéralisme, comme cette crise nous l'a rappelé, exige un travail plus efficace entre toutes les parties prenantes. Il faut que les différents acteurs arrêtent de travailler de manière cloisonnée. Ceci est d'autant plus préoccupant que l'Agenda 2030 prévoyait de prendre en compte la société civile pour résoudre les problèmes mondiaux. La société civile et ses organisations doivent être protégées, et leurs opinions doivent être activement prises en compte afin de protéger les communautés locales et régionales.

➤ L'augmentation des **discours et des crimes haineux, de la xénophobie, des processus de radicalisation et des mécanismes d'exclusion sociale des personnes marginalisées/invisibles** ont fragmenté nos sociétés,

révélaient ainsi le rôle que joue la discrimination des groupes vulnérables et invisibles comme moteur structurel conduisant à l'inégalité. Enfin, les grandes tendances telles que le changement climatique, la financiarisation des marchés du logement et l'économie numérique façonnent également de nouveaux visages et de nouvelles manifestations des inégalités, avec un fort impact dans de nombreuses communautés.

➤ Alors qu'on reconnaît de plus en plus largement le rôle de levier essentiel des villes et des régions bien gérées pour pouvoir faire face à de nombreux défis mondiaux, ces mêmes gouvernements locaux et régionaux doivent être reconnus comme le niveau de gouvernement le mieux équipé pour répondre à la crise sociale qui se produira une fois que les pires effets de la pandémie seront passés, et ils devront obtenir les compétences pour ce faire. Il appartiendra aux villes et aux gouvernements locaux et régionaux d'orienter les actions mondiales suite à la pandémie, en apprenant et en se soutenant mutuellement dans un système mondial interconnecté. Il leur faudra mener le débat avec les communautés sur la manière dont notre avenir et notre mode de vie seront façonnés.

# 2045 : une vision commune

D'ici 2045 il faudra dépasser le manque de légitimité des actions menées par les différents acteurs aujourd'hui, à la lumière des agendas mondiaux. Notre vision pour 2045 imagine une relation plus profonde et plus réparatrice entre l'humanité et la planification, entre le bien-être et la qualité de vie de chaque être humain au niveau communautaire, ainsi que l'harmonie globale entre toutes les formes de vie sur la planète. Dans ce contexte, les gouvernements locaux et régionaux continueront à garantir la légitimité des agendas mondiaux et à les renforcer en partant de la base, car ils constituent le niveau de gouvernement le plus proche des populations et des territoires.



- En 2045, nous souhaitons un monde interurbain qui place la **démocratie locale** au centre. Un monde construit sur la force des villes et des régions, pour qui **la solidarité et les capacités** sont les garants de la sécurité et l'épine dorsale de l'humanité. Nous appelons de nos vœux un monde qui place l'égalité, les dialogues intergénérationnels et la transition d'une société productive à une société créative et durable au cœur de ses préoccupations. Un monde qui protège les droits existants et en explore pleinement de nouveaux, basés sur des réalités nouvelles. Un monde qui assure une voix forte et indépendante pour les dirigeants locaux et régionaux, qui seront les garants des aspirations des communautés. Ils seront assis au centre de la table des négociations mondiales, écoutés et respectés.
- Le cadre des Objectifs de développement durable reste une référence valide pour encadrer les mesures de transformation dont notre monde aura besoin pour mener à bien la cocréation avec nos communautés et toutes les parties prenantes. Nous atteindrons ainsi en 2045 ces objectifs, dans un monde où les hommes et la planète prospéreront en harmonie.
- En 2045, un monde **décentralisé** et un système multilatéral avec un véritable dialogue aux niveaux local-régional-national et une forte participation de la communauté au système international d'élaboration des politiques renforceront l'élan vers la réalisation des futurs contrats sociaux. Il s'agit d'un parcours collectif à entreprendre sans plus attendre, nous devons nous diriger vers cet objectif commun avec toute la détermination que des défis de cette importance exigent.
- En 2045, nous imaginons un monde où le niveau local et territorial seront les premiers, le centre et le sommet d'un développement émanant de la base, où les gouvernements, les communautés et les acteurs locaux et régionaux sont inclus dès le début, dans les phases de conception, de formulation, d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et de nos sociétés. Des autorités et des communautés locales et régionales dûment habilitées s'approprient pleinement les processus de localisation.
- Ce n'est qu'en impliquant pleinement les gouvernements locaux et régionaux dans le processus de localisation que nous parviendrons à atteindre pleinement les objectifs mondiaux, en renforçant le lien essentiel **entre la science et les gouvernements locaux et régionaux** en tant qu'ardents défenseurs des actions fondées sur des données probantes.
- Nous imaginons un monde avec une gouvernance intégrée et une approche de planification participative pour concevoir les villes et les territoires, comme le reflètent le Nouvel agenda urbain, les ODD, l'Accord de Paris sur le changement climatique et d'autres agendas mondiaux, tels que le nouveau cadre mondial pour la biodiversité – dont l'adoption est prévue lors de la 15e conférence des parties à la CDB en 2021. Cette nouvelle approche est nécessaire pour renforcer les droits de l'homme, l'intégration, l'égalité des genres, la protection et la restauration de l'environnement, en mettant particulièrement l'accent sur l'adaptation au climat et l'atténuation de ses effets. Elle favorisera la relance verte, la biodiversité, la prévention des risques de catastrophes, et elle multipliera les avantages mutuels du **lien entre les zones urbaines et rurales**.
- En 2045, une nouvelle relation entre notre société, la nature et l'environnement deviendra réalité. Elle sera fondée sur les principes de solidarité entre tous les établissements et territoires urbains en tant qu'espaces de vie des valeurs et des actions humaines : la véritable **transition écologique**. Un monde centré sur les principes de **justice sociale, d'équité, de droits fondamentaux, de démocratie et de durabilité**, où tous les habitants (présents et futurs) pourront utiliser, occuper, produire, gouverner et profiter des villes, villages, établissements et territoires justes, inclusifs, sûrs et durables, en harmonie avec la nature. Les régions et les villes seront mieux à même de lutter contre les inégalités entre les territoires, afin de parvenir à une société égale et équitable, dans laquelle les droits de tous les citoyens seront respectés et protégés.
- En 2045, tous les établissements humains auront des émissions nettes égales à zéro. Ils offriront un niveau de vie décent et seront abordables pour tous, notamment les plus vulnérables. Une action ambitieuse en faveur du climat dans les villes les aura transformées pour le mieux, en répondant aux priorités politiques urgentes des gouvernements nationaux et locaux, par exemple en améliorant la qualité de l'air, en réduisant les embouteillages, en



diminuant le nombre de blessés sur les routes et en veillant à ce que les services essentiels soient accessibles à tous. Les villes et les établissements humains sans émissions de carbone et résistants au climat deviendront des lieux plus attrayants pour vivre et travailler, offrant un avantage concurrentiel national dans la course mondiale aux talents et aux investissements. Grâce aux principes de l'économie circulaire, les déchets (y compris ceux de la construction, de l'alimentation et des produits non recyclables) seront pratiquement inexistants. L'eau fonctionne en circuit fermé, sans aucune perte au niveau de la récupération, de la distribution et de la consommation. Les bâtiments sont entièrement adaptés aux conditions locales, ils sont accessibles et ils sont conçus selon des solutions basées sur la nature et des principes d'architecture vernaculaire. L'électricité est 100 % renouvelable et accessible à tous. Les transports sont sans émissions de carbone et entièrement publics. Le vélo et la marche sont partout prioritaires. Les villes sont des centres d'innovation très efficaces, intégrant des solutions basées sur la nature et favorisant l'intégration et le dialogue entre tous les citoyens. La santé et le bien-être sont prioritaires, et toutes les décisions politiques et d'investissement sont examinées sous l'angle de l'atténuation, de l'adaptation et de la résilience au climat.

- **Le droit à la ville et l'approche fondée sur les droits** ouvriront la voie à l'égalité, en replaçant les droits de l'homme aux niveaux local et régional grâce à des principes communs : une culture de la paix pour répondre à la violence urbaine ; la participation des citoyens pour cocréer des villes et des régions offrant un accès à l'espace public

et une qualité de vie à tous ; et la justice environnementale avec un « contrat vert » qui garantit que la croissance économique future ne se fera pas au détriment de notre environnement.

- L'extrême pauvreté sera de l'histoire ancienne et les gouvernements locaux et régionaux seront habilités pour développer la prospérité et construire des politiques d'inclusion sociale efficaces afin de garantir le bien-être de tous, **notamment des groupes les plus vulnérables. Elles permettront d'éradiquer les politiques discriminatoires** fondées sur le genre, l'âge, la religion, l'héritage ethnique, le handicap, l'orientation sexuelle tout en s'attaquant aux faux récits qui présentent souvent les populations invisibles comme la cause des crises.
- **L'égalité des genres** sera la norme. Les femmes et les hommes seront représentés à égalité dans les postes de décision politique, bénéficieront de droits et de traitements égaux. Toutes les personnes seront habilitées à exercer leurs droits dans toute la mesure du possible grâce à la promotion locale d'environnements plus sûrs et plus équitables et à l'accès garanti à des mécanismes de soutien appropriés.
- En 2045, la culture aura été reconnue par la communauté internationale comme la quatrième dimension du développement durable, au même titre que les piliers économique, social et environnemental. Afin d'obtenir cette reconnaissance, il serait crucial que l'Agenda de développement post-2030 comprenne un objectif autonome sur la culture. Celui-ci comprendra plusieurs objectifs liés à la mémoire, au patrimoine, à la créativité, à la diversité et à la connaissance, soutenus par un récit qui identifie clairement la culture comme une composante essentielle de l'identité locale et régionale, un fil conducteur de la solidarité mondiale et un vecteur de paix et de droits de l'homme. En outre, les droits culturels et linguistiques deviendront la norme dans les politiques nationales, régionales et locales, en abordant explicitement le défi des inégalités, notamment par le biais de programmes culturels visant l'éducation, la participation active, la citoyenneté critique, l'égalité des genres, la diversité linguistique et l'autonomisation des peuples autochtones. La reconnaissance de la culture et de la diversité linguistique dans le développement durable n'est pas seulement une image ou une métaphore, mais aussi une question de pouvoir : un cadre pour comprendre notre monde, promouvoir la liberté et rendre les communautés plus fortes et plus créatives.

- La pandémie de la COVID-19 a montré à quel point les services publics de base sont essentiels pour faire face aux pires catastrophes, ainsi qu'aux crises sociales et économiques. La fourniture d'un **service public universel local** est, aujourd'hui plus que jamais, indispensable pour garantir aux citoyens un accès égal aux ressources et aux services essentiels, l'accès à un emploi décent, des activités de renforcement des capacités et la promotion de l'innovation par le développement de vocations technologiques. Il sera tout aussi essentiel de **s'occuper des prestataires de services publics** : ceux qui assurent la protection des services de base et valorisent leurs contributions à la société.
- Les gouvernements locaux et régionaux seront également des acteurs clés de la prospérité locale, et auront besoin d'un soutien particulier par la suite pour promouvoir des initiatives audacieuses visant à **stimuler les économies locales et régionales**, à soutenir les start-ups, les petites et moyennes entreprises et à propulser l'économie sociale et de partage. Il faudra également intégrer le secteur informel au sein du tissu urbain, afin de garantir à tous les citoyens un accès égal aux opportunités et un niveau de vie décent.
- **D'ici 2045, une transition vers de nouveaux modes de consommation et de production** aura été réalisée, contribuant à un métabolisme urbain sain et à des villes circulaires équitables, durables et à écoénergétiques. Des émissions de GES réduites, des territoires sans émission carbone, une transition vers les énergies renouvelables, **l'économie circulaire** et une approche territoriale des systèmes alimentaires qui respecte l'environnement et restaure la vie et la biodiversité sur nos territoires seront une réalité. La production de déchets sera ramenée à un minimum absolu et la réduction et la réutilisation des matériaux deviendront la norme.
- D'ici 2045, le fossé entre la sphère formelle et la sphère informelle aura été comblé, en reconnaissant la valeur du travail d'où qu'il vienne. Le travail doit s'être attaqué à la fracture technologique et à l'automatisation et offrir des conditions de travail sûres et décentes à tous.
- Des circuits économiques plus courts renforceront la collaboration entre les villes et leur arrière-pays, par exemple en favorisant les **systèmes alimentaires** locaux/régionaux. Les gouvernements locaux et régionaux seront au centre et pleinement équipés pour gérer ces modèles, grâce à une planification urbaine et territoriale intégrée, des infrastructures résistantes et une offre de services publics accessibles.
- Les villes, les régions et leurs communautés seront à la pointe du **partage des technologies** du futur pour assurer le développement effectif et efficace des territoires et des populations. La pandémie actuelle a montré comment l'inégalité d'accès à la technologie a un effet négatif sur l'égalité sociale et le bien-être. L'innovation sera encouragée et les initiatives des villes et régions intelligentes seront basées sur la solidarité et le respect de la transition écologique, tout en garantissant la protection des droits numériques et les effets négatifs résultant de l'utilisation de l'intelligence artificielle. La fracture numérique aura été réduite, la transition numérique aura été menée en tenant compte des populations les plus vulnérables, la transparence sera de mise et la confidentialité des données sera la norme. Les solutions intelligentes et l'intelligence artificielle répondront à l'urbanisation rapide des zones en développement, contribuant à la résilience grâce à la **réduction des risques sociaux et des risques de catastrophe**. En bref, la technologie aidera avant tout les personnes et leurs communautés, en éliminant la fausse dichotomie entre sécurité et vie privée, et au service des sociétés démocratiques.
- Globalement, une gouvernance mondiale inclusive conduira à une année 2045 placée sous le signe de la solidarité et de la paix pour la préservation de notre planète. Pour cela, nous devons changer notre façon de cocréer le territoire, en **renforçant le pouvoir des communautés** et en exploitant le pouvoir de cocréation de nos villes et de nos territoires. Nous passerons d'un système **international à un système multilatéral en réseau** basé sur des relations de collaboration entre les villes et les territoires, ainsi qu'avec les institutions nationales et régionales. Les gouvernements locaux et régionaux deviendront les leviers qui permettront de catalyser ces transformations.
- L'avenir du système international en 2045 sera construit sur des systèmes de villes, de régions et de communautés **basés sur la solidarité et non sur la concurrence**, et permettra ainsi la transition d'une société productive à une société créative. La transformation que notre planète appelle de ses vœux doit être sous-tendue par la solidarité, et sera prise en charge par nos communautés et protégée par leurs gouvernements locaux et régionaux.

# Le changement structurel : vers un multilatéralisme communautaire

Notre position unique en tant que collectif des gouvernements locaux et régionaux est celle qui croit en l'inclusion et la cocréation, celle qui embrasse le changement structurel nécessaire pour nous faire évoluer vers un « multilatéralisme axé sur la communauté ». Nous sommes un collectif qui place les citoyens au cœur de la gouvernance : nous apportons à la table mondiale **inclusion et confiance, deux éléments essentiels pour ne laisser personne et aucune endroit pour compte.**



- Un changement structurel nécessite des mécanismes de cocréation et de partenariat qui permettent l'allocation des compétences, des responsabilités et des ressources des différentes sphères du gouvernement et des différentes parties de la société (notamment les organisations de la société civile, les universités, les donateurs et les autres parties prenantes), tant verticalement qu'horizontalement, conformément au principe de **gouvernance collaborative** et de **subsidiarité** par une décentralisation efficace. Le résultat sera la mise en œuvre d'un leadership partagé. Un excellent exemple est le Comité consultatif des autorités locales auprès des Nations unies (UNACLA), dont le cadre pourrait être reproduit au sein de tous les organes des Nations unies, ou même la création d'un organe des Nations unies uniquement dédié aux gouvernements locaux et régionaux.
- Un changement d'approche sera également nécessaire afin d'intégrer les zones urbaines dans **un territoire plus large** auquel elles appartiennent, en reconnaissant explicitement l'importance fondamentale de comprendre et de promouvoir un développement durable équilibré dans l'ensemble du continuum urbain-rural. La lutte contre l'exode rural sera, en ce sens, une priorité pour tous les niveaux de gouvernement afin d'éviter le scénario de « territoire vide » qui se produit dans de nombreux pays du monde.
- Dans ce contexte, la **cohésion territoriale** doit être au premier plan de l'élaboration des politiques internationales. Ce futur système devrait être caractérisé par un mouvement international, local et régional fondé sur des liens plus étroits entre un système équilibré de villes et le renforcement du continuum urbain-rural. Un mouvement qui s'appuie sur les expériences et les politiques développées par tous les types de gouvernements locaux et régionaux, avec une attention particulière pour les petites villes et les villes intermédiaires.
- Dans un monde idéal, multilatéral et durable, une collaboration et un **dialogue plus étroit entre les générations** seront essentiels pour explorer les alternatives permettant d'assurer un développement durable en 2045. Placer les personnes au cœur du processus implique **la protection des biens communs et des besoins fondamentaux** ainsi que **l'accès aux services publics pour tous**, en les défendant contre la spéculation et en leur garantissant un accès égal dans le cadre de mécanismes de gouvernance renouvelés, à plusieurs niveaux et avec de multiples parties prenantes. Comme l'a souligné la pandémie de COVID-19, des systèmes de protection sociale et de santé solides et accessibles à tous sont indispensables pour devenir réellement résistants. À cet égard, il sera essentiel de s'éloigner de la concentration politique et financière des ressources pour ouvrir l'accès à diverses sources de financement et à des instruments financiers innovants pour les gouvernements locaux et régionaux et leurs communautés. Globalement, lutter contre les inégalités structurelles et garantir que toutes les facettes de la population seront écoutées, notamment les plus vulnérables, sera essentiel à ce système de gouvernance renouvelé.
- Une nouvelle génération de cadres juridiques et politiques basés sur les droits de l'homme et le droit à la ville devra être développée, soutenue par le renforcement des capacités, l'apprentissage entre pairs et des débats politiques pour évoluer vers un modèle de solidarité urbain-territorial. Cela sera possible grâce à un système qui reconnaît le rôle clé que jouent les gouvernements locaux et régionaux pour atténuer les crises et garantir la protection de la santé et des droits de tous les citoyens. La pandémie de COVID-19 a montré très clairement que la coopération décentralisée et la solidarité entre les gouvernements locaux et régionaux sont essentielles à notre réponse à la crise et à la gestion de ses conséquences.
- Le changement structurel reconnaîtra les gouvernements locaux et régionaux comme **des institutions publiques à part entière** et ils seront reconnus comme tel dans le cadre

de l'élaboration des politiques internationales, pour l'accès aux ressources publiques et l'organisation des dépenses publiques.

- Cela implique un débat et une validation démocratique des mandats et ressources respectifs des différentes sphères de gouvernement, ainsi qu'un partage des responsabilités entre les différents niveaux. Cela nécessitera la création d'un environnement institutionnel favorable et l'établissement d'un système de freins et de contrepoids pour contrôler et garantir l'efficacité et l'impact du partage des pouvoirs, des compétences et des ressources pour produire des biens et des services publics.
- Pour ce faire, les gouvernements locaux et régionaux auront un **accès équitable aux ressources publiques pour remplir leur mandat**, grâce à la consolidation de leur autonomie fiscale et à des transferts fiscaux intergouvernementaux stables et prévisibles. Ils auront également un accès direct aux marchés financiers pour financer les investissements en capital et les installations d'intérêt public sur leur territoire. Enfin, ils auront la possibilité de se faire représenter au niveau mondial.
- Le changement structurel requiert une architecture internationale mieux articulée, basée sur **un système multilatéral en réseau et inclusif reliant les régions, les villes et les territoires**. Ce système multilatéral territorialement intégré encouragera un développement émanant de la base. Il s'attaquera aux problèmes liés au cloisonnement et atteindra en premier lieu les régions « les plus éloignées ». Un système international qui garantit que toutes les voix soient réellement entendues. Il est essentiel, en ce sens, que les gouvernements centraux s'engagent envers cette vision décentralisée, en cédant des pouvoirs et en fournissant le soutien nécessaire aux gouvernements locaux et régionaux pour qu'ils agissent efficacement, notamment en tant que mécanisme mondial au sein du système des Nations unies, pour favoriser une gouvernance à plusieurs niveaux collaborative. Notre rôle en ce sens doit être associé aux gouvernements nationaux.

➤ Ce changement structurel exigera que les gouvernements locaux et régionaux, grâce à leur écosystème de réseaux, aient un **siège permanent à part entière à la table de prise de décision** mondiale. Grâce à la reconnaissance de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux et à la représentativité de la Global taskforce, les gouvernements locaux et régionaux auront leur mot à dire, et pourront codécider à tous les stades de la prise de décision, de la définition, à la formulation, à la conception et à la mise en œuvre.

➤ **Ce système sera fondé sur l'interdépendance**, car nos solutions sont interdépendantes et nos défis sont interconnectés. Nous ne pouvons avancer qu'ensemble et le système de gouvernance multilatérale doit en tenir compte grâce à un véritable dialogue entre tous les niveaux de gouvernement et entre toutes les parties prenantes.

➤ **La gouvernance à plusieurs niveaux n'est pas seulement un atout, mais elle est nécessaire** pour garantir que toutes les communautés soient entendues et que personne et aucun lieu ne soit laissé pour compte. L'avenir du multilatéralisme devrait être celui où les organisations multilatérales se tournent directement vers les gouvernements locaux et régionaux pour obtenir des conseils appropriés sur ce qu'elles font le mieux : localiser les ODD et les adapter aux réalités du monde, qui sont locales où que l'on se trouve sur la planète.

Il est temps d'agir. Le moment est venu d'établir un modèle de gouvernance basé sur la prise de décisions en suivant des modèles de collaboration et non de concurrence. Plus que jamais, comme l'a démontré la pandémie, les gouvernements locaux et régionaux sont la clé pour parvenir à un paradigme de développement durable : « penser au niveau mondial, agir au niveau local ». Il est plus que jamais nécessaire d'établir un modèle de gouvernance qui permette une prise de décision basée sur une collaboration à plusieurs niveaux, dont l'Agenda 2030 est un bon exemple. Au bout du compte, les plus grands défis mondiaux définis dans les ODD doivent être mis en œuvre au niveau territorial et local, là où les citoyens pourront y participer. ti-level collaboration. The most genuine example is the 2030 Agenda. After all, the greatest global challenges defined in the SDGs must be implemented at territorial and local level where citizens can be part of it.

Soutenu par :



l'Union européenne

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.



Suède  
Sverige

Ce document a été financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l'auteur.



# RAPPORT SUR LA VISION D'AVENIR UN75

